

## **COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 6 NOVEMBRE 2003**

Etaient présents : M. MAMERE, MM. MERCIER, JOANDET, Mme BUISSON, M. SURLEVE-BAZEILLE, MM. DUBOST, PEREZ, Mmes TSITSICHVILI, BARRIERE, MM. DRESS, FONSECA, GOURGUES, Mme ALLIN, MM. LABARTHE, BEZIADE, RAYNAUD, Mmes FEDOU, OULD-AMEZIANE, M. LACOSTE, Mme HEGOBURU, M. PARIS, Mmes TEXIER, ALCORTA, MM. DENOYELLE, MULLIEZ, BRU.

S'étaient fait excuser et avaient donné délégation :

M. PINAUD à M. LACOSTE (à partir de la délibération n° 2)

Mme LUCBERNET-GARCIA à M. MERCIER

M. DANE à Mme FEDOU (présent à partir de la motion n° 3)

Mme PUGNET-FORET à M. DUBOST (présente à partir de la motion n° 3)

Mme JEAN à M. PEREZ

Mme VIGANO à M. LABARTHE (à partir de la délibération n° 3)

Mlle CERON à M. JOANDET

Mme RIVES à Mme OULD-AMEZIANE (à partir de la délibération n° 2)

Absents : M. RABEAU (présent à partir de la motion n° 3)

Secrétaire de la séance : M. RAYNAUD

### **MOTION DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE**

#### *Exposé des motifs :*

La Conférence de Révision du Traité de Non Prolifération se réunira en 2005 à New York.

A l'occasion de la Commission préparatoire à cette révision, le Maire d'Hiroshima, Monsieur Tadadoshi AKIBA, a demandé aux Etats dotés de l'arme nucléaire de « lancer un appel (...) pour une action sans équivoque vers le démantèlement et la destruction de toutes les armes nucléaires selon un calendrier clairement établi (...) avec une Convention qui établirait un programme irréversible et vérifiable pour la complète élimination de ces armes (...) ».

Créée autour du Maire d'Hiroshima et parallèlement à cette demande, l'Association des « Maires pour la Paix », qui représente 539 communes pour 250 millions d'habitants, veut mobiliser les Maires et les citoyens pour qu'ils lancent un appel au désarmement nucléaire.

L'AFCD RP (Association Française des Communes, Départements et Régions pour la Paix) est la branche française de l'association des « Maires pour la Paix ». Elle siège à la Commission Française de l'UNESCO et regroupe aujourd'hui une cinquantaine de collectivités territoriales.

#### *Motion :*

Très sensibilisé par les questions liées à l'armement nucléaire, le Conseil Municipal de la Ville de Bègles, réuni ce jour, souhaite :

- s'associer à l'action lancée par le Maire d'Hiroshima pour l'abolition des armes nucléaires,
- adhérer à L'AFCD RP (Association Française des Communes, Départements et Régions pour la Paix).

*Pour info : liste des collectivités membres de l'AFCDRP :*

Arradon (56), Aubagne (13), Audincourt (25), Aytré (17), Bagneux (92), Bagnole (93), Bobigny (93), Calette-sur-Loing (45), Champigny-sur-Marne (94), Chaville (92), Chenôve (21), Decines Charpieu (69), Département de l'Allier (03), Département de Seine-Saint-Denis (93), Département du Val-de-Marne (94), Dieppe (76), Dijon (21), Gaineville (76), Gardanne (13), Gennevilliers (92), Gentilly (94), Gonfreville l'Orcher (76), Grigny (91), Honfleur (76), Ivry-sur-Seine (94), La Bouilladisse (13), La Courneuve (93), La Penne-sur-Huveaume (13), Malakoff (92), Mitry-Mory (77), Nanterre (92), Oradour-sur-Glane (87), Poitiers (86), Roussillon (38), Saint-Denis (93), Saint-Pierre-des-Corps (37), Saint-Zacharie (83), Septemes-les-Vallons (13), Soues (65), Stains (93), Trappes (78), Tours (37), Villejuif (94), Vitry-Chatillon (91), Vitry-sur-Seine (94).

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 32 VOIX POUR – 2 NE PARTICIPENT PAS

### **MOTION TRAMWAY T.C.S.P.**

*Exposés des motifs :*

Suite à la suppression, dans son projet de Loi de Finances, de toute ligne de crédit en faveur des transports collectifs en site propre, le Gouvernement a fragilisé la réalisation de la phase 2 du tramway, qui concerne directement Bègles.

Lors du Conseil de Communauté du 31 octobre, les élus de la Communauté Urbaine de Bordeaux ont voté à l'unanimité une motion condamnant cette décision.

Il appartient aujourd'hui au Conseil Municipal de la Ville de Bègles de s'approprier cette motion, tout en y ajoutant la référence à notre ORU (Opération de Renouvellement Urbain) puisqu'elle intègre la phase 2 du tramway à Bègles.

*Motion :*

Le Conseil Municipal de la Ville de Bègles, réuni ce jour, s'associe à la motion adoptée par les conseillers communautaires de l'agglomération bordelaise le 31 octobre 2003.

Il condamne la décision du gouvernement de supprimer, dans son projet de loi de finances 2004, toute ligne de crédit en faveur des transports collectifs en site propre. Cela se traduirait par un transfert de charges auprès des collectivités territoriales.

Il demande fermement au Gouvernement de revenir sur cette décision et de confirmer la subvention d'investissement pour la deuxième phase du tramway de l'agglomération.

Il rappelle que cet investissement essentiel pour les déplacements et l'activité économique communautaire, a une forte incidence sociale en desservant ses quartiers urbains sensibles, notamment l'ORU de Bègles, et contribue à la lutte contre l'effet de serre et les méfaits de l'ozone.

Il prend acte de la décision du Premier Ministre d'accepter la réinscription d'une ligne budgétaire dans la loi de finances rectificative 2003, ce qui permettra d'achever, dans des conditions initialement prévues, la réalisation de la phase 1.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 32 VOIX POUR – 2 NE PARTICIPENT PAS

## **MOTION POUR LE SOUTIEN ET L'ENCOURAGEMENT À L'AGRICULTURE URBAINE DANS LE CAMP DE RÉFUGIÉS DE JABALYA – BANDE DE GAZA – PALESTINE**

### *Exposés des motifs :*

L'augmentation rapide de la population, l'expansion des villes et des camps de réfugiés dans la bande de Gaza limite inexorablement les surfaces cultivables et les possibilités d'autosuffisance alimentaire et contribue, parallèlement, à la destruction de l'environnement.

Créé en 1983 par un collectif d'agronomes palestiniens qui souhaitent apporter une réponse bénévole à la détérioration des programmes de développement agricole dans la vallée du Jourdain, le PARC (Palestinian Agricultural Relief Committees) est devenu aujourd'hui une ONG majeure dans le domaine du développement rural, de la protection de l'environnement et de la défense du droit des femmes.

La mise en œuvre de ses projets et activités est fondée sur la collaboration avec de nombreux partenaires palestiniens et internationaux comme sur une participation large et active des populations concernées, notamment des femmes.

Ainsi, le PARC veut participer activement à la construction d'une société civile palestinienne démocratique.

Actuellement en cours, le projet « Agriculture Urbaine » vise à mettre en place des jardins familiaux et des élevages de pigeons au sein de 50 habitations dans chacun des 8 camps de réfugiés de la bande de Gaza. La réalisation d'espaces verts dans 8 lieux publics (écoles, hôpitaux, jardins d'enfants, rues...) de chacun de ces camps est intégrée à ce projet.

L'agriculture urbaine dans les camps de réfugiés contribue à améliorer la sécurité alimentaire, protéger l'environnement, optimiser la gestion d'une eau rare et générer des revenus pour les familles les plus pauvres et les plus motivées.

Dans notre département, l'Association Palestine 33 a souhaité s'investir dans la réalisation de ce projet au sein du camp de réfugiés le plus important de la bande de Gaza (plus de 100.000 personnes sur une superficie totale de 1,5 km<sup>2</sup>) : celui de Jabalya.

A cet effet, une bénévole de Palestine 33 a préparé à l'Université de Bordeaux III la licence professionnelle « Accompagnement et coordination de projets de solidarité internationale et de développement durable »

Sollicité pour accompagner financièrement ce projet, le Conseil Régional d'Aquitaine s'est engagé à hauteur de 6 000 euros.

Des responsables de Palestine 33 ont rencontré le Maire, le 16 octobre 2003 afin de lui exposer cette action humanitaire. Aussi, il a paru naturel que la Ville de Bègles marque, par une motion en Conseil Municipal, son accompagnement moral et solidaire à cette initiative.

### *Motion :*

Le projet « Agriculture Urbaine » mené par l'Association Palestine 33, en liaison avec le PARC (Palestinian Agricultural Relief Committees), consiste à améliorer la sécurité alimentaire en augmentant le niveau de suffisance alimentaire de 50 familles du camp de réfugiés de Jabalya, situé dans la bande de Gaza, en Palestine, et à réaliser des espaces verts dans 8 lieux publics de ce camp.

Le Conseil Municipal de la Ville de Bègles, réuni ce jour, tient à exprimer son soutien moral et solidaire à ce projet.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 NE PARTICIPENT PAS

### **MOTION RÉFORME DU R.M.I. – SUPPRESSION DE L'ALLOCATION SPÉCIFIQUE DE SOLIDARITÉ (A.S.S.)**

*Exposé des motifs :*

L'application du protocole concernant l'assurance chômage, dès le 1er janvier 2004, pour l'ensemble des demandeurs d'emploi et la volonté du gouvernement de mettre en œuvre à la même date la réforme du R.M.I. confirment la détermination du patronat et de l'Etat de se désengager de leurs responsabilités et de leurs devoirs en matière de solidarité nationale.

A l'initiative du MEDEF, au prétexte d'assainir les finances de l'UNEDIC, les salariés vont voir augmenter leurs cotisations, en grand nombre, des chômeurs seront exclus du système des ASSEDIC.

Au plan national, ce sont environ 800 000 personnes qui vont perdre ainsi plusieurs mois d'allocations et des centaines de milliers qui seront dès janvier 2004 rejetés du dispositif d'indemnisation des ASSEDIC.

Jusqu'ici, les personnes concernées pouvaient sous conditions de ressources percevoir l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS) versée par l'Etat. On apprend aujourd'hui que le gouvernement décide également de la réviser en excluant 130 000 personnes de ce dispositif.

Dans un contexte national marqué déjà par une dégradation accélérée de l'emploi et la remise en cause du statut des intermittents du spectacle, cette nouvelle disposition est dramatique et va générer une explosion de la précarité dont seront victimes les personnes et leurs familles déjà fragilisées par le chômage. Ainsi les personnes concernées seront contraintes d'avoir recours au R.M.I.

Dans le même temps, le gouvernement mène au pas de charge sa réforme du R.M.I. (transfert de l'ensemble du dispositif vers les départements, mise en place du Revenu Minimum d'Activité sans contrepartie exigée de l'employeur), tout cela sans concertation avec les populations, les élus locaux et les associations, avant même que l'Assemblée Nationale ne se soit prononcée sur le projet.

Pour préserver leurs missions d'accompagnement et de réinsertion des bénéficiaires du R.M.I., les PLIE, particulièrement le PLIE des Graves, doivent renforcer leur partenariat avec les départements, à l'image de ce qui est en train de se mettre en place avec le Conseil Général de la Gironde. Une telle coopération est la seule garantie contre les emplois au rabais que veulent nous imposer le gouvernement et le MEDEF.

*Motion :*

Le Conseil Municipal de la Ville de Bègles attaché au respect de la dignité humaine condamne ces orientations du MEDEF et du gouvernement qui pénalisent lourdement les familles, portent atteinte à la solidarité nationale, à la qualité du service public.

Le Conseil Municipal de la Ville de Bègles exige du gouvernement le retrait de toutes ces mesures d'exclusion.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 NE PARTICIPENT PAS

## **1 - DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE**

Le débat d'orientation budgétaire est l'application de la loi dite ATR relative à l'Administration Territoriale de la République adoptée le 6 février 1992 et qui contribue à une plus grande transparence et à favoriser le débat démocratique au sein des collectivités territoriales. Il doit avoir lieu dans les deux mois qui précèdent le vote du Budget Primitif. Il est procédé à des débats d'orientation, sans vote et sans entrer dans un débat technique budgétaire.

## **2 - MODIFICATION DE L'EMPLOI DE CHARGÉ DE COMMUNICATION**

Compte tenu du développement des missions et des responsabilités confiées à l'agent occupant le poste de chargé de communication, il est décidé de revaloriser sa rémunération.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 28 VOIX POUR – 2 VOIX CONTRE – 5 ABSTENTIONS

## **3 - AVENANT AU BAIL POUR LA LOCATION POUR LA VILLE DE BEGLES AU CLUB ATHLÉTIQUE BÉGLAIS OMNISPORTS DU COMPLEXE SPORTIF DELPHIN LOCHE (ANNULE ET REMPLACE LA DÉLIBÉRATION DU 25 SEPTEMBRE 2003)**

En raison de modifications apportées au projet d'avenant au bail conclu entre le C.A.B. et la Ville de Bègles, il est décidé d'annuler la délibération du 25 septembre dernier. Le Conseil adopte cette nouvelle délibération.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

## **4 - CONVENTIONS VILLE DE BEGLES-C.A.B.B.G. – AUTORISATION DE SIGNATURE (2<sup>e</sup> LECTURE)**

En raison de la modification apportée à l'avenant au bail dans la délibération précédente, la modification de la convention de partenariat entre la Ville et le C.A.B.B.G. est approuvée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

## **5 - IMPUTATION DE MOBILIER ET MATÉRIEL SUIVANT ARRÊTÉ DU 26 OCTOBRE 2001**

Il est décidé d'assimiler certains biens meubles à des biens immobilisés et de les affecter à la Section d'Investissement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

## **6 - DÉCISION MODIFICATIVE N° 2 DU BUDGET DE LA VILLE**

En cette période de l'exercice, il est décidé de procéder à divers ajustements sur le Budget de la Ville.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 28 VOIX POUR – 7 ABSTENTIONS

## **7 - DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 DU BUDGET DU PORT**

Il est décidé de procéder à des ajustements sur le Budget du Port.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 5 ABSTENTIONS

## **8 - GARANTIE D'EMPRUNT ACCORDÉE À LA SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE DE CONSTRUCTION IMMOBILIÈRE DE BEGLES (S.A.E.M.C.I.B.)**

En vue de financer les travaux de désamiantage (3ème tranche) sur la résidence Maurice Thorez, la S.A.E.M.C.I.B. envisage de contracter un emprunt de 273 390 Euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. La Ville accorde sa garantie pour le remboursement de cet emprunt.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

## **9 - CONTRAT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE – CONTRAT OPÉRATIONNEL DE LA COMMUNE DE BEGLES – ANNÉE 2003**

Le Département vient de nous faire connaître sa participation financière, pour l'année 2003, d'un montant de 73 730 Euros pour les actions menées sur la commune dans le cadre du Contrat de Développement Durable. Monsieur le Maire est autorisé à signer la convention financière précisant la répartition pour chaque action.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

## **10 - MODIFICATION DES STATUTS ET DÉSIGNATION DES CONSEILLERS MUNICIPAUX QUI SIÈGERONT AU COMITÉ DE GESTION DE LA CAISSE DES ECOLES**

Suite à la réflexion engagée sur les missions dévolues à cet établissement public, il est nécessaire de moderniser ses statuts afin de les adapter aux évolutions de la politique scolaire. Les nouveaux statuts de la Caisse des Ecoles sont approuvés et les élus suivants sont désignés pour représenter la Ville au Comité de Gestion :

- 1.Cédric DUBOST
- 2.Isabelle POUUNET-FORET
- 3.Marie-Claire ALLIN
- 4.François RABEAU
- 5.Christian MULLIEZ

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

## **11 - CHOIX DE L'ÉQUIPE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE EN VUE DE LA RÉHABILITATION DU BÂTIMENT DES ANCIENS BAINS-DOUCHE-PISCINE**

Suite à la Commission d'Appel d'Offres, l'équipe de Loïc JULIENNE, architecte mandataire, a été retenue. Monsieur le Maire est autorisé à signer le marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation de ce bâtiment.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 5 ABSTENTIONS

## **12 - AVENANT AU MARCHÉ NÉGOCIÉ POUR LES BESOINS EN ASSURANCE**

Compte tenu des nombreux sinistres enregistrés sur le contrat « Dommages aux biens » depuis ces trois dernières années, il est décidé de passer un avenant pour ce lot avec la Société GRAS SAVOYE SEGA, à compter du 1er janvier 2004.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 5 VOIX CONTRE

### **13 - ADHÉSION DE LA COMMUNE DE FLOIRAC AU SYNDICAT DÉPARTEMENTAL D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE DE LA GIRONDE**

Le Conseil Municipal émet un avis favorable à l'adhésion de la commune de FLOIRAC au S.D.E.E.G.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

### **14 - TARIFICATION APPLIQUÉE AUX FAMILLES FRÉQUENTANT LES STRUCTURES « PETITE ENFANCE » MUNICIPALES**

Suite à l'ouverture de la nouvelle halte-garderie municipale «RIBAMBULLE », il est décidé d'adopter une tarification commune aux trois structures basée sur le mode de calcul donné par la Caisse d'Allocations Familiales.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

### **15 - MODIFICATION DU TARIF APPLICABLE AUX DROITS DE PLACE SUR LES MARCHÉS FORAINS**

Ces tarifs étant révisables chaque année, la nouvelle tarification, à compter du 1er janvier 2004, est adoptée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR